

AGIR



EPER
Pain pour
le prochain.

Inclusion : dépassons nos a priori, discutons ensemble !

Aide humanitaire en Haïti
Garder espoir

Justice climatique au Cambodge
Le savoir contre les changements climatiques

3 À LA UNE
Arménie : se reconstruire
après l'exode

4 AIDE HUMANITAIRE
Garder espoir en Haïti

6 DOSSIER
**Dépassons nos
a priori, discutons
ensemble!**

Pour rendre une société inclusive, il faut des personnes qui s'engagent contre la discrimination. Des personnes prêtes à aller à la rencontre de l'autre en faisant preuve d'ouverture et en se libérant de leurs préjugés.

15 BONNES NOUVELLES

16 PROJET SOUS LA LOUPE
Cambodge : le savoir contre
les changements climatiques

19 EN BREF

20 COLLABORATION
AVEC LES ÉGLISES
« Je ne juge aucune personne
qui s'en va »

Chères lectrices, chers lecteurs,

En tant que nouvelle directrice de l'EPER, je me réjouis de vous présenter le dernier numéro de notre magazine. Une fois de plus, ce numéro offre un mélange captivant de sujets en lien avec la politique de développement, l'aide humanitaire, la collaboration avec les Églises et, enfin et surtout, nos activités en Suisse.

Cette fois, l'accent est mis sur notre campagne suisse. Avec pour slogan « Dépassons nos a priori, discutons ensemble », elle est cette année encore consacrée, comme en 2023, à l'inclusion sociale, un sujet qui revêtait déjà pour moi une grande importance dans le cadre de mes fonctions de diplomate. Que ce soit dans la vie privée, lors de négociations complexes ou dans les situations de conflit, l'écoute mutuelle et la volonté de comprendre la ou les autres parties doivent toujours servir de base, ici comme ailleurs. L'art d'écouter, de lire entre les lignes, est le fondement de tout dialogue partenarial, respectueux et sensible aux préjugés qui permet une recherche constructive de solutions. Dans le dossier de ce numéro (pages 6 à 14), vous découvrirez comment nos programmes suisses jettent des ponts entre les cultures.

Changement de perspective : Haïti est un pays régulièrement frappé par des catastrophes naturelles, que ce soit des ouragans ou des tremblements de terre. Mais il fait aussi partie de ces pays communément qualifiés d'« États faillis », ou « failed states » en anglais. Haïti ne fait plus les gros titres. Pourtant, ce pays extrêmement pauvre, rongé par la violence des gangs, est aujourd'hui au bord du chaos social et de la catastrophe humanitaire. Depuis plus de 50 ans, l'EPER fournit des activités de coopération au développement et une aide humanitaire dans le département reculé de la Grand'Anse, dans le sud-ouest de l'île caribéenne. Dans l'entretien avec Marie-Jeanne Hautbois, directrice pays de l'EPER en Haïti, vous en apprendrez davantage sur les raisons qui nous poussent à poursuivre nos activités sur place malgré les difficultés.

Depuis des années, la Roumanie est confrontée à l'exode de ses jeunes vers l'Europe occidentale. Lors de sa brève visite en Suisse, Emese Buksa, collaboratrice de la fondation partenaire de l'EPER Diakonia, nous a donné un aperçu des conséquences économiques et sociales de cette émigration et des activités menées par l'EPER et Diakonia pour offrir aux jeunes Roumain·e·s des perspectives dans leur pays.

Je vous souhaite une agréable lecture et vous remercie de tout cœur pour le précieux soutien que vous apportez à notre engagement quotidien.

Meilleures salutations,



Karolina Frischkopf
Directrice

Impressum

Le magazine de l'Entraide Protestante Suisse paraît quatre fois par année Tirage édition française 20 000 exemplaires
Rédaction Daniel Tillmanns Rédaction photo Ester Unterfinger
Traduction EPER Correction Marie Grivel Concept graphique
Agence Crafft Mise en page Stefan Schaer Impression
Druckerei Kyburz Papier Nautilus SuperWhite FSC
Abonnement CHF 10/an déduits une fois par an de votre don
Adresse Chemin de Bérée 4A, case postale 536, 1001 Lausanne
+41 21 613 40 70 info@eper.ch Compte pour les dons
EPER Entraide Protestante Suisse, CH61 0900 0000 1000 1390 5



Se reconstruire après l'exode

115 243. C'est le nombre de réfugié-e-s arméniens du Haut-Karabakh ayant fui en Arménie, selon les dernières données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. C'est aussi un symbole du dépeuplement de cette enclave nichée dans le sud du Caucase et désormais sous contrôle de l'Azerbaïdjan après une offensive militaire de grande envergure menée par les forces armées du pays à l'automne 2023. Derrière ce chiffre, des vies humaines brisées. Craignant un nettoyage ethnique, les personnes déplacées – parmi lesquelles 52 % de femmes, 31 % d'enfants et 14 % de personnes âgées – sont arrivées en Arménie voisine dans un état de détresse physique et émotionnelle. Les besoins en aide humanitaire sont élevés. Ces personnes doivent surmonter l'épreuve du déracinement et s'intégrer à plus long terme dans une nouvelle communauté d'accueil.

Dans les jours qui ont suivi le début du conflit, l'EPER a déployé une aide

humanitaire d'urgence pour une période de trois mois. Plus de 1300 personnes déplacées du Haut-Karabakh ont ainsi reçu une assistance financière, tandis que 320 autres ont bénéficié d'un abri d'urgence. Les réfugié-e-s arméniens sont toujours confrontés à un manque d'insertion socio-économique et de stabilité. En effet, la pauvreté menace, les femmes sont exposées à des risques de violence accrus, les enfants, encore traumatisés par la guerre, n'accèdent que difficilement au système éducatif. Via ses partenaires arméniens de longue date, l'EPER fournit depuis le mois de décembre des abris, des denrées alimentaires, des médicaments et des articles d'hygiène, mais aussi des services psychologiques de base et un accès à une formation de qualité pour les enfants. Elle propose des mesures d'insertion professionnelle, ainsi que des activités facilitant la cohésion et l'inclusion sociales. L'EPER favorise la résilience et l'autonomisation des

personnes fragilisées et s'efforce de jeter les bases d'un avenir durable et inclusif en Arménie.

Texte Léo Ruffieux
Photo Hakob Hovhannisyán

Pour plus d'informations :
↳ www.eper.ch/crise-humanitaire-en-armenie



Faire un don ici :
CH61 0900 0000 1000 1390 5
Avec la mention : Aide d'urgence –
Crise humanitaire en Arménie

Faites un don avec
TWINT !



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



Garder espoir en Haïti

Gangrénée par les gangs, Haïti fait face à un risque de famine sévère. L'EPER y poursuit son action depuis 50 ans au sein des communautés rurales du sud-ouest pour éviter que l'équilibre fragile de ces régions éloignées de tout ne rompe. Un travail rendu possible grâce à une équipe résiliente.

Haïti poursuit sa descente aux enfers. Son titre de pays le plus pauvre du continent américain sans cesse frappé par des catastrophes naturelles n'est rien comparé à celui de pays gangréné par les bandes criminelles. Cette situation catastrophique de non droit met de plus en péril la sécurité alimentaire de l'île. L'EPER a décidé d'affecter CHF 500 000 supplémentaires pour renforcer son action et encourager les communautés à ne pas baisser les bras.

L'EPER a par ailleurs été contrainte de faire évacuer sa directrice en place depuis cinq ans, Marie-Jeanne Hautbois, qui poursuit malgré tout son accompagnement depuis l'Europe. De passage en Suisse à son retour, elle a répondu à nos questions.

Marie-Jeanne, que se passe-t-il actuellement en Haïti ?

Les gangs qui autrefois se livraient à des luttes intestines se sont désormais coalisés dans un mouvement appelé « vivre ensemble », tout en semant le chaos général : une guerre sans merci aux institutions, à tout ce qui pourrait encore potentiellement fonctionner, et finalement à la population. Ces groupes armés sévissent principalement dans la capitale et ses alentours. Des quartiers entiers sont vidés. Des femmes et des enfants sont violés. Des jeunes sont recrutés toujours plus tôt, tout comme des détenus libérés des prisons vandalisées. Le trafic de drogue et les enlèvements financent les armes. Les gangs sont largement mieux

dotés que la police, en membres, en armes et en tout autre équipement.

L'EPER travaille à plus de 200 km de la capitale. Comment est la situation sur place ?

La Grand'Anse connaît de fortes tensions depuis mi-janvier. Un politicien récemment libéré d'une prison américaine a commencé à vouloir y faire « la révolution ». En février, pendant dix jours, tout était bloqué. Les marchandes qui se déplaçaient étaient caillassées. Les gens avaient vraiment faim et il n'y avait plus moyen de faire des stocks. À Jérémie, il n'y a plus d'essence, plus d'électricité, plus de médicaments... Les accouchements de nuit se font à la lumière du téléphone, si toutefois il a pu être chargé...

L'EPER dispose-t-elle toujours d'un bureau sur place ?

Oui, mais il a été mis à rude épreuve. En 2021, il avait été très endommagé par un tremblement de terre, nous avions dû travailler sous un hangar pendant six mois. En juin 2023, un autre séisme a à nouveau provoqué des fissures. Nous avons alors déménagé dans notre lieu de stockage. Et en février dernier, des gangs étaient aux portes de notre bureau. Nos collaborateurs ont réussi à les contenir en les raisonnant, c'est un vrai miracle. D'autres organisations n'ont pas eu cette chance. Elles ont été pillées intégralement, même les WC ont été emportés !

Arrivez-vous à maintenir des activités auprès des familles vivant dans les montagnes isolées ?

Oui, nous continuons à travailler pour que les communautés avec lesquelles nous avons tissé des liens étroits toutes ces années ne se sentent pas abandonnées. Leur inquiétude est très forte et il ne faut pas qu'elles perdent espoir. Notre équipe est reconnue et appréciée de la population locale. Pour les constructions, c'est devenu difficile, car nous avons de la peine à nous approvisionner en matériaux, tout



Marie-Jeanne Hautbois

« Les communautés sont très inquiètes et il ne faut pas qu'elles perdent espoir. »



Des gangs de criminels ont pris le pays en otage.
La province est heureusement moins touchée.

étant bloqué. On travaille donc prioritairement sur les besoins majeurs, à savoir les questions de sécurité alimentaire, de santé publique, de cohésion communautaire.

En quoi consistent ces activités ?

Nous poursuivons plus que jamais notre soutien aux cantines scolaires. C'est essentiel pour nourrir les enfants et maintenir l'école fonctionnelle. Nous soutenons également la construction de bassins de rétention d'eau, et abordons des questions liées à l'hygiène et à l'assainissement avec des comités de gestion locaux, mais aussi dans les écoles et les marchés. Là aussi, les besoins sont cruciaux pour éviter que le choléra, latent dans ces régions, ne se développe. Et puis, nous soutenons la production agricole, notamment de semences, car il est crucial de sauvegarder la production locale. Il faut à tout prix maintenir l'élan communautaire et éviter que les jeunes aillent grossir les rangs des gangs.

Avez-vous des approches particulières en matière de prévention de la violence ?

Oui, on essaie de faire en sorte que les jeunes soient occupés, qu'ils soient dans

une logique constructive et non destructive. On a déjà travaillé avec cette population désœuvrée dans le quartier très populaire de Sainte-Hélène après le tremblement de terre. Là, nous avons réfléchi ensemble pour voir comment ne pas ajouter de l'huile sur le feu. Ce sont ces jeunes d'ailleurs qui nous ont avisés lors des premières manifestations de la mi-janvier. Là encore, on essaie de faire ce qui est possible, notamment via des espaces communautaires d'échange et de réflexion sur les défis à relever.

Et comment responsabiliser les gens ?

Quand les 30 assaillant-e-s étaient devant notre bureau, nous avons cherché à comprendre quels étaient leurs besoins. Ils

« Le soutien aux cantines scolaires est essentiel pour nourrir les enfants et continuer à faire travailler la communauté. »

voulaient eux aussi être aidés, avoir des routes dans leur communauté, développer des projets. On a écouté leurs doléances et on a posé des conditions. Pour lancer des projets, il faut s'asseoir, discuter, poser des demandes sur papier, dialoguer et avant tout, supprimer toute menace et retirer les barricades. Au final, on a pu négocier le démarrage de la création d'une piste en pierre sous forme de travail communautaire. Avec d'autres jeunes, nous avons travaillé sur des problématiques d'assainissement et de recyclage de bouteilles en plastique en poubelles. Celles-ci sont rachetées par les écoles. Cela permet de valoriser et d'encourager des jeunes de 18 à 25 ans, qui sinon perdent espoir et confiance.

De quoi avez-vous le plus besoin actuellement ?

De stabilité, mais aussi d'argent afin de poursuivre notre soutien aux familles vulnérables. En prolongeant nos programmes, c'est tout le système communautaire que nous renforçons : nous créons des perspectives durables et une dynamique d'apaisement.

Texte Joëlle Herren Laufer
Photos Veronique Hoegger/Keystone

Plus d'informations :
↳ [www.eper.ch/project-explorer/
programme-pays-haiti](http://www.eper.ch/project-explorer/programme-pays-haiti)

Dépassons nos a priori, discutons ensemble!



INCLUSION Pour rendre une société inclusive, il faut des structures et des institutions facilement accessibles à tou·te·s, indépendamment de l'origine, de la langue, de la religion ou des limitations physiques. Mais il faut aussi des personnes qui s'engagent contre la discrimination. Des personnes prêtes à aller à la rencontre de l'autre en faisant preuve d'ouverture et en se libérant de leurs préjugés. Des personnes qui posent des questions et qui écoutent, au lieu de juger.

L'EPER aspire à une société ouverte et inclusive. Une société dans laquelle tout le monde se sent inclus, dans laquelle chacun-e peut participer sur un pied d'égalité. Mais, quand une personne a-t-elle le sentiment de faire partie de la société dans laquelle elle vit ? Et que signifie concrètement l'inclusion au quotidien ?

L'année passée, en quête de réponses à ces questions, l'EPER a invité les habitant-e-s de notre pays à réfléchir au thème de l'inclusion dans le cadre de la campagne « L'inclusion pour tou-te-s au quotidien ». Cette dernière s'articulait autour de la question : « Quand sentez-vous que vous faites partie de la Suisse ? » Les plus de 200 réponses reçues étaient aussi variées que les personnes qui habitent en Suisse. Toutefois, ces réponses avaient toutes un point commun : elles mettaient en avant l'importance, pour tou-te-s, du sentiment d'appartenance.

Texte Corina Bosshard/Nina Vladović
Photos Stefan Bohrer/Wunderman Thompson



Vous trouverez toutes les citations et davantage d'informations sur l'inclusion sur : www.eper.ch/inclusion

Quand sentons-nous que nous faisons partie de la Suisse?

*« Quand chaque personne est traitée sur un pied d'égalité, comme un membre à part entière de la société. Sans aucun préjugé et de manière équitable. »
Martin*

Selon les données actuelles, près d'une personne sur trois en Suisse affirme avoir été victime de discrimination raciale ces cinq dernières années. Cette discrimination s'exprime de multiples façons : elle est parfois directe, manifeste et volontaire, parfois cachée et involontaire. Il n'est donc pas étonnant que de nombreuses réponses demandent un **engagement clair contre les discriminations et l'exclusion**, qu'elles soient liées à l'origine, à l'apparence, à l'âge ou à des limitations psychiques ou physiques. Il est de notre responsabilité d'identifier des situations de discrimination raciale au quotidien et de lutter activement contre ces dernières, au niveau structurel, mais aussi au niveau individuel en réfléchissant à nos propres préjugés, qui sont souvent inconscients.

*« Quand je peux donner mon avis lors de décisions importantes. »
Aline*

Les possibilités de codécision et de participation sont également évoquées. Ainsi, pour de nombreuses personnes, l'obtention du passeport suisse joue un rôle clé dans le sentiment d'appartenance à la société suisse. En effet, la participation politique n'est généralement pas possible sans passeport suisse. Or, la Suisse n'accorde que très difficilement la citoyenneté. En conséquence, près d'un quart de la population est aujourd'hui exclu des processus décisionnels démocratiques. Dans certaines communes, il s'agit même de plus de la moitié des habitant-e-s. Pour la cohésion sociale, il est important que l'ensemble des habitant-e-s d'un pays ait le sentiment de faire partie intégrante de la société. Les droits de participation jouent un rôle clé en la matière.

Ce sont aussi de petites choses qui permettent d'avancer dans la réalisation de grandes visions. Des visions comme celles d'une société inclusive.

*« Quand les gens me parlent et m'écoutent. »
Liliana*

La langue est une base importante de la participation à la société. Elle permet de gérer le quotidien, de nouer des liens sociaux et d'accéder au marché du travail, aux institutions et à divers services. Les relations sociales favorisent l'apprentissage de la langue, confèrent une sécurité et une certaine orientation, et renforcent le sentiment d'appartenance. Dans le même temps, il est essentiel que des institutions telles que les écoles, les administrations, les associations, mais aussi les entreprises s'ouvrent à la différence et permettent à toutes les personnes d'accéder, sur un pied d'égalité, à leurs services. Pour ce faire, ces institutions doivent notamment rendre leurs informations accessibles à l'ensemble de la population dans toute sa diversité.

*« Quand les Suisses sont aimables et respectueux envers moi, et qu'ils collaborent avec moi sur un pied d'égalité. »
Uma*

Il apparaît clairement dans nombre de réponses qu'une société inclusive est fondée sur **le respect et des rapports d'égal-e à égal-e**. Mais comment établir un pied d'égalité dans une société marquée par des positions et des chances différentes ? Pour ce faire, il faut avoir conscience des contextes différents, sans pour autant oublier les points communs. Il faut chercher des solutions qui favorisent la solidarité, en particulier envers les personnes défavorisées. Il faut offrir à chacun-e, au sein de notre société, la possibilité de participer, d'être estimé-e pour son travail et de faire entendre sa voix.

*« Quand je peux échanger un regard bienveillant ou quelques mots gentils avec n'importe qui. »
Irene*

Une grande partie des réponses tournaient autour du **vivre-ensemble** et de **l'ouverture à la diversité**. Faire preuve d'intérêt et de compréhension envers les points de vue différents tout en mettant en avant les points communs est essentiel à un vivre-ensemble pacifique et équitable. Cela commence petit, par un sourire ou un bonjour dans la rue ou dans la cage d'escalier, par exemple. Ou par une discussion avec quelqu'un qu'on ne connaît pas encore ou qui ne partage pas nécessairement notre avis. Car ce sont aussi de petites choses qui permettent d'avancer dans la réalisation de grandes visions. Des visions comme celles d'une société inclusive.

« J'ai dû apprendre les codes de l'école »

L'inclusion n'est de loin pas qu'une affaire théorique. Auron Shaqiri, collaborateur à l'EPER dont l'avenir semblait bouché alors qu'il était un écolier sans papiers, a pu rejoindre les bancs de l'université, où il a étudié les sciences sociales. Joëlle Herren Laufer l'a interviewé.

Isemblerait que la question de l'inclusion soit un sujet qui te tient à cœur. Peux-tu nous dire pourquoi ?

Mes parents sont venus en Suisse sans papiers avec ma sœur. Je suis né à Lausanne et, jusqu'à mes 13 ans, j'ai vécu dans la clandestinité. Nous avons très peu d'échanges avec l'extérieur. Ils avaient peur de nous inscrire à l'école. Ils ont fini par le faire tardivement. Je n'avais pas les codes et je parlais mal la langue. J'ai très vite été catégorisé comme quelqu'un qui ne pouvait pas faire d'études. Je n'avais pas idée à quel point l'école était importante pour la suite. Les conseillères et les conseillers d'orientation me voyaient au mieux peintre en bâtiment ou carrossier. De toute façon, sans papiers, je ne pouvais pas faire d'apprentissage. J'avais la crainte d'être expulsé. J'étais démotivé. Je me sentais exclu et ça me touchait, mais je n'arrivais pas à le mettre en mots.

Qu'est-ce qui t'a permis de faire le saut pour sortir de la stigmatisation ?

C'est mon meilleur ami qui m'a fait comprendre qu'il existait des passerelles pour poursuivre ses études. Entre-temps, mon père a reçu un permis B et a pu faire un regroupement familial. Mais là encore, j'ai eu une succession d'échecs. J'ai par exemple raté l'examen au raccordement 1 sur un malentendu d'horaires. J'aurais dû me battre, mais je n'avais pas la culture de remettre en question la décision de l'institution... J'ai obtenu une bourse partielle pour aller dans un gymnase privé. Je travaillais pour le financer et je faisais du foot à haute dose en parallèle. Trop, au point que j'ai raté les examens. Vers 23 ans, j'ai entendu parler de la possibilité d'entrer à l'université par les sciences sociales, moyennant un examen d'entrée. J'ai sauté sur l'occasion et investi CHF 8000 pour suivre des cours de préparation. À ce moment-là, j'aurais pu rejoindre une équipe de Challenge League. J'y ai renoncé, au grand dam de mon père, pour m'inscrire à l'université. Et là, il y a eu un basculement : j'étais enfin considéré comme quelqu'un de « capable ». Les sciences sociales m'ont nourri intellectuellement. J'ai terminé en faisant partie des cinq meilleurs élèves du professeur que j'admirais !

« Dépasser les stéréotypes, c'est partir du principe que chaque individu est capable. »

Sacré parcours...

Oui ! C'était un challenge personnel. C'était primordial pour pouvoir dire que, si j'arrivais à obtenir un diplôme universitaire, plein d'autres pourraient en faire autant. Mais, comme dans mon cas, leur a-t-on donné envie d'apprendre ? A-t-on cru en eux ? A-t-on considéré qu'ils ou elles étaient capables d'apprendre ? Pour moi, la compréhension des codes et la mise en mots de mes ressentis m'ont permis de comprendre que ce n'était pas de ma faute. Et c'est pour cela que cette question d'inclusion me touche énormément. Tout est une question, si j'ose dire, d'inégalité des chances.

À partir de quand peut-on dire qu'une personne est intégrée ou incluse ?

C'est une question difficile. Je dirais que c'est à partir du moment où elle est considérée dans son entier, pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle devrait être. Quand on la prend en considération pour ce qu'elle est, elle peut nous apprendre quelque chose. Sinon, c'est instaurer une hiérarchie.





Auron Shaqiri travaille à l'EPER depuis février 2022 dans les Nouveaux Jardins et pour les réseaux sociaux.

On parle souvent de l'inclusion, à tort et à travers. Qu'est-ce que l'inclusion en somme ? Et en quoi est-ce différent de l'intégration ?

J'ai tendance à mettre le concept d'intégration au même niveau que celui d'assimilation. L'intégration exige que l'individu qui rejoint un groupe s'y conforme. Alors que dans l'inclusion, il n'y a plus cette barrière. On ne demande pas de faire comme le groupe, mais d'apprendre les un-e-s des autres. Le concept d'intégration est unidirectionnel, alors que celui d'inclusion est multidirectionnel ; chacune et chacun a sa richesse et ses connaissances à apporter à la culture. Par sa nature, la culture est en mouvance et en évolution constante, n'essayons pas de l'enfermer...

L'EPER a des projets d'inclusion avec les Nouveaux Jardins ou Diversi'Team. Comment les perçois-tu ?

Ces projets sont des vecteurs d'inclusion intéressants. Que ce soit le sport ou le jardinage, ces activités permettent une mise en lien qui place les individus d'origines différentes au même niveau. C'est une forme de microcosme où des personnes qui,

« Si je suis arrivé à obtenir un diplôme universitaire, d'autres peuvent en faire autant. »

en temps normal, n'auraient pas l'occasion de se côtoyer peuvent le faire autour d'une thématique commune tout en s'enrichissant réciproquement. Je me demande toujours si ce sont des projets d'inclusion ou s'ils tendent vers l'inclusion. Ils permettent bien sûr un premier pas vers l'inclusion, mais cela suffit-il ? Une personne sans papiers ou requérante d'asile va-t-elle voir son statut de séjour se régler ? C'est la limite du projet et du système. Ces approches sont une bonne niche pour valoriser la richesse et les apports de la diversité.

Quand je t'entends, je ne peux m'empêcher de me demander ce qu'il en est pour toi, Auron : te sens-tu inclus en Suisse ?

Ça dépend où ! Il m'est impossible de répondre par oui ou par non. D'ailleurs, cette question ne concerne pas que les personnes migrantes. On pourrait la poser à n'importe qui dans notre société. Même un Suisse lambda peut se sentir non inclus. C'est là la difficulté de ce concept. On ne parle pas d'une catégorie de personnes. D'ailleurs, à partir du moment où l'on parle de catégorie de personnes, c'est qu'on n'est déjà plus dans l'inclusion sociale !

Mais alors, si tu rêvais d'une société idéale la plus inclusive possible, quelle serait-elle ?

Je ne pense pas qu'on en soit tellement loin. C'est une question d'application. On estime, en tant que pays, donner l'égalité des chances à toutes et à tous, et ce n'est pas le cas. Il faudrait pouvoir dépasser ces questions de stigmatisation et de stéréotypes et partir du principe que chaque individu est capable. L'idéal de l'inclusion est une utopie, mais on peut tendre vers elle en reconnaissant les différents points de vue et en les valorisant. Pour conclure, au vu de mon expérience scolaire, et même s'il a évolué entre-temps, j'estime qu'il y aurait un gros travail à effectuer du côté de notre système éducatif, avec comme point de mire le « Nous » collectif.

Texte Joëlle Herren Laufer
Photo Ester Unterfinger

Vers une culture de l'inclusion

Si l'inclusion est l'affaire de toutes et tous, elle occupe une place de choix à l'EPER, car elle constitue l'un de ses axes prioritaires. Quelles sont les pratiques au niveau institutionnel et comment l'inclusion est-elle favorisée dans les projets ? De la théorie à la pratique...

La thématique de l'inclusion sociale est chère à l'EPER. Comptant parmi ses quatre thèmes prioritaires, elle fait partie intégrante de sa Stratégie 2023–2027. L'EPER mène régulièrement des campagnes nationales sur ce sujet afin de sensibiliser les citoyennes et les citoyens de notre pays. Mais qu'en est-il au sein même de l'organisation ? Les projets sont-ils inclusifs ? Les collaboratrices et les collaborateurs évoluent-ils dans un environnement qui favorise l'inclusion sociale ? L'EPER est-elle en mesure d'incarner cette inclusion ?

Modèle de gouvernance inclusive

D'un point de vue institutionnel, l'EPER est, depuis 2023, en chemin vers un mode de gouvernance par les rôles – à comprendre comme un élargissement de la marge de manœuvre des collaboratrices et collaborateurs. Cette évolution constante et en toute transparence implique une plus grande marge de décision pour chacun-e dans le périmètre de son rôle et vise à accroître l'agilité et donc l'impact du travail accompli. Elle renforce la responsabilisation individuelle et l'intelligence collective. La reconnaissance de la souveraineté des rôles encourage la participation active de tous les membres de l'organisation, quels que soient leur position, leur rôle ou leur niveau d'expertise. C'est certainement un premier pas vers un système de gouvernance plus inclusif. C'est aussi une manière d'aligner le management interne sur les principes d'autonomisation et d'empouvoirement (« empowerment ») prônés auprès des participant-e-s dans les projets de l'EPER depuis de nombreuses années.

Socle commun

Afin que les thématiques de la diversité et de l'inclusion sociale soient débattues et comprises selon un socle commun au sein de l'organisation, l'EPER a organisé plusieurs ateliers en ligne pour l'ensemble du personnel.

Récemment, un atelier plus immersif a eu lieu à Lausanne, en présentiel, avec différentes parties prenantes dont des participant-e-s aux programmes. Cet atelier était animé par une chercheuse et un chercheur en travail social de la Haute école spécialisée de Berne. L'une d'eux, Claske Dijkema, rapporte :

« Nous avons travaillé sur deux niveaux de réflexion : le premier, qui se fonde sur les propositions des participant-e-s, visait une meilleure inclusion de toutes et de tous dans les programmes et les projets de l'EPER. Le deuxième traitait de la contribution des projets à l'inclusion dans la société en termes d'égalité des chances. » La question de l'inclusion se pose à un niveau structurel en Suisse et il a été débattu des moyens d'action, au niveau de l'EPER, pour renforcer son travail de plaidoyer. La prochaine étape consistera à coconstruire des recommandations évolutives ainsi qu'une définition commune applicable dans ce contexte, tant au sein de l'organisation que des projets de l'EPER, en Suisse et à l'étranger.

L'inclusion et les projets romands

Malgré leurs composantes et leurs modes opératoires différents, les projets de l'EPER favorisent in fine l'inclusion sociale. Pour le projet Nouveaux Jardins, c'est en 2018 que les tandems, constitués d'une personne migrante et d'une personne suisse, ont été instaurés. Selon Marc Caverzasio, responsable



De jeunes migrant-e-s ont réalisé un graffiti géant sur la place de l'Europe à Lausanne lors de la Journée des réfugié-e-s 2021.

du projet, ce format favorise les rapports horizontaux : « Nous avons constaté qu'il y a peu d'occasions, dans le quotidien, où les personnes issues de la migration peuvent développer des relations de ce type. Nous avons ainsi testé le format du tandem, où l'idée est de mener un projet à deux, de faire ensemble. Même si ce contexte n'est pas parfait et qu'il reste artificiel, il encourage des postures plus égalitaires et plus ouvertes à des rapports d'égal-e à égal-e. »

Culture et inclusion

Chaque année, la Journée des réfugié-e-s de l'EPER suit ce principe d'inclusion. Elise Shubs, responsable de son organisation, précise : « L'objectif de cet événement est de le co-construire avec les principales personnes intéressées et de proposer des animations, des projections ou des spectacles qui offrent un regard sur d'autres cultures et d'autres réalités et qui invitent à l'inclusion. » En 2021, ce sont de jeunes migrant-e-s qui ont pris en main le projet de graffiti géant sur la place de l'Europe, à Lausanne. « Je m'étais fait une idée du projet, mais je me suis retenue de la partager durant les ateliers de préparation. Bien m'en a pris, car le résultat final reflétait ce que ces jeunes souhaitaient exprimer », confie Elise Shubs.

Prisonnières et prisonniers de leurs horaires

Le projet Formation F en B de l'EPER accompagne, soutient et forme les détentrices et les détenteurs d'un permis F pendant toute leur procédure de demande de permis B. C'est en novembre 2021 qu'Hélène Menut, collaboratrice du projet, élabore le cadre et la mise en œuvre du projet. Pour favoriser l'échange



Pour favoriser l'inclusion sociale, l'EPER propose le format du tandem, où l'idée est de mener un projet de jardinage à deux.

et la cohésion, elle imagine travailler en groupe pour informer les participant-e-s sur les procédures administratives et les accompagner pour remplir les nombreux formulaires. Elle harmonise ses formations avec le calendrier du Service de la population et complète son offre avec des entretiens individuels à la demande. Rapidement, Hélène Menut se rend compte que, malgré la cohérence de son offre, celle-ci est inadaptée à la plupart des personnes concernées. « De nombreuses personnes travaillent sur des chantiers ou dans la restauration et ne sont pas maîtres de leurs horaires. Malgré toute leur bonne volonté, impossible pour elles de venir à des formations en fin de journée ou en début de soirée. » Face à ce constat, Hélène Menut préfère adapter son offre en tenant compte de la précarité des personnes auxquelles elle s'adresse. Cette approche inclusive nécessite beaucoup d'adaptabilité et de tolérance : « Il m'arrive de dépanner des personnes lors d'une conversation téléphonique afin de faire avancer leur procédure. Pour certaines, nous arrivons à trouver un créneau de 30 minutes pour nous rencontrer avant de poursuivre les échanges par WhatsApp. Dans les faits, j'essaie d'être à leur disposition lorsque mon aide leur est nécessaire et lorsqu'elles trouvent le temps et l'énergie de me contacter. »

Un projet en fonction des besoins

À Neuchâtel, le projet Espace Parents est un lieu d'accueil, de soutien et de renforcement des compétences pour les familles de tous horizons. « Dès le départ, le projet s'est construit autour des besoins du public cible du projet, à savoir les familles en situation de vulnérabilité et de précarité », nous apprend Sophie Sarr, responsable du projet. Si le projet a pour ambition d'apporter des connaissances pratiques, par exemple en informatique ou en bureautique, le partage de compétences et d'expériences est encouragé et peut déboucher sur la création de nouveaux ateliers afin de répondre aux besoins des participant-e-s. « En adoptant cette posture, Espace Parents apporte une réelle plus-value et des compétences spécifiques qui renforcent la confiance en soi et favorisent les échanges et la sociabilisation entre familles de divers horizons », explique Sophie Sarr.

Texte Daniel Tillmanns

Photos Ahmad Mohammad/Guillaume Perret/
Keerthigan Sivakumar

↳ www.eper.ch/thematiques/inclusion



Outre les compétences que l'on y acquiert, le projet Espace Parents est un lieu d'inclusion.

Pour plus d'inclusion au quotidien

Pistes de réflexion pour un quotidien plus inclusif



EPER
Pain pour le prochain.



www.eper.ch/inclusion

Six pistes de réflexion

Est-ce un signe d'intérêt ou est-ce humiliant de demander en premier à une personne d'où elle vient ? Comment réagir lorsqu'on assiste à un acte de discrimination raciale dans un bus ? Comment mieux identifier et dépasser les préjugés souvent inconscients que nous avons ? Dans cette brochure, vous trouverez six pistes de réflexion pour plus d'inclusion au quotidien.

↳ Brochure : www.eper.ch/inclusion#denkanstoesse



Engagez plus facilement la conversation

Nous, les êtres humains, sommes des êtres profondément sociaux. Souvent, nous sous-estimons à quel point une discussion – même avec des inconnu-e-s – nous fait plaisir. Pourtant, engager la conversation n'est pas toujours facile. Nous avons la solution : le générateur en ligne de questions aléatoires vous propose plus de 100 questions intéressantes, philosophiques, voire parfois drôles et provocantes sur le vivre-ensemble en Suisse.

↳ Générateur de questions : <https://discuter-ensemble.eper.ch/fr>



Engagez-vous à long terme avec un parrainage pour les personnes socialement défavorisées en Suisse.

Plus d'informations à ce sujet sur les deux dernières pages du magazine ou ici :



Soutenez l'engagement de l'EPER en faveur de l'inclusion

L'EPER s'engage activement, en Suisse, pour un vivre-ensemble plus inclusif. À travers ses activités de politique sociale et ses programmes dans 15 cantons, l'EPER promeut l'égalité des chances et la participation. Elle propose ainsi des cours de langue pour les personnes migrantes et réfugiées, des prestations d'interprétariat communautaire dans plus de 70 langues, de nombreuses offres de rencontres et de tandems, ou encore des programmes différenciés de formation et d'insertion professionnelle. Le Bureau de consultation contre le racisme et la discrimination de Suisse orientale conseille et soutient les personnes victimes de discrimination ou de racisme et sensibilise les institutions politiques à ce thème. Merci de rendre cet engagement possible.

Bonnes nouvelles

21 JUIN 2024

Journée des réfugié·e·s

En partenariat avec la Fête de la musique de Lausanne, la Journée des réfugié·e·s prend ses quartiers sur la scène de la place de la Riponne à 20 h 45. Venez écouter le concert de l'artiste afrobeat Sekzy et participez, en direct, au tournage du clip de sa chanson inédite, créée pour la Journée des réfugié·e·s ! Une occasion d'afficher votre solidarité envers les réfugié·e·s.

↳ www.eper.ch/journee-des-refugiees

DROITS FONCIERS AU LIBÉRIA

Espoir de justice

Au Libéria, la pression s'accroît autour de la plantation controversée de caoutchouc du groupe luxembourgeois Socfin, qui possède plusieurs filiales en Suisse. Avec le soutien de l'organisation Green Advocates International, 22 communautés ont déposé plainte contre l'État libérien pour avoir attribué les terres en concession à des entreprises de plantation en 1959, alors que des personnes vivaient sur ces terres. Les négociations entrent aujourd'hui dans une nouvelle phase. Il s'agit de déterminer qui dispose des droits fonciers sur les terres de la plantation controversée.

L'EPER soutient depuis des années le travail communautaire sur place. Il y a plusieurs années, des violations des droits humains avaient déjà été dénoncées en lien avec cette plantation. L'EPER se félicite donc de l'évolution actuelle de la situation au Libéria. Les plaignant·e·s abordent la suite des négociations avec confiance.

↳ www.eper.ch/accaparement-des-terres



PERMANENCES VOLANTES

20 ans d'activité auprès des communautés sans papiers

Pour célébrer leurs 20 ans, les Permanences volantes de l'EPER ont organisé un événement à l'image de leur action auprès des personnes principalement sans papiers de Genève. Les communautés mongole, philippine, hispanique et de langue portugaise étaient présentes en nombre, et, pour certaines, avec les robes traditionnelles. La musique et la nourriture étaient colorées. Les effets terribles du COVID-19 sur cette population précarisée, de même que les bienfaits de l'opération de légalisation Papyrus, ont été évoqués dans les discours. Point fort : à plusieurs moments de la soirée, la lumière s'est éteinte pour donner la parole à des témoins anonymes qui ont pu raconter leur parcours de personne sans papiers à Genève.



LE PODCAST DES OPTIMISTES LUCIDES

« 2040, j'y vais ! »

Dans ce podcast soutenu par l'EPER, vous allez à la rencontre de personnes inspirantes, qui réinventent l'agriculture, l'entrepreneuriat, la mobilité ou encore la consommation. Ces innovatrices et ces innovateurs montrent que malgré le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité ou la polarisation de nos sociétés, il n'y a pas de fatalité : l'avenir dépend de nous ! Ils montrent le chemin d'une Suisse où il fait bon vivre et qui s'inscrit dans les limites planétaires.

↳ www.hubdespossibles.org/podcast

Le savoir contre les changements climatiques

JUSTICE CLIMATIQUE Au Cambodge, les changements climatiques confrontent les familles paysannes à des défis de taille. Le recours à des méthodes de culture et à des systèmes d'irrigation durables les aide à faire face aux répercussions de la crise climatique.

San Da est agriculteur-maraîcher. Il vit dans le nord-ouest du Cambodge avec sa famille. Son village, Boen Ampil, se trouve dans le district de Rukh Kiri, à environ 60 km au sud de Battambang, la capitale de la province. San Da y cultive des aubergines, des concombres et du piment sur plus d'un hectare.

Au Cambodge, près de 80 % de la population vit dans des zones rurales, et tire ses revenus de l'agriculture. Ce pourcentage serait encore plus élevé dans la province de Battambang, essentielle à l'agriculture du pays. Les familles paysannes propriétaires de petites exploitations, comme celle de San Da, dépendent de leurs revenus agricoles.

Les sols de la province font partie des plus fertiles du pays. Pendant l'ère angkorienne (il y a plus de 900 ans), on y cultivait déjà du riz, des fruits et des légumes. Mais les défis actuels que les familles paysannes doivent relever sont énormes. Dans les régions rurales du Cambodge, les changements climatiques en progression constante et leurs répercussions se font déjà sentir. Les inondations, les sécheresses, les vagues de chaleur et l'irrégularité des pluies augmentent d'année en année. Outre les changements climatiques, les coûts de production élevés et le manque de connaissances en agriculture durable et d'accès aux marchés compliquent la vie des familles paysannes.

Une formation pour cultiver des légumes de manière durable

Depuis plus d'un an, San Da participe au projet Nurture, mis sur pied par l'EPER en



San Da cultive sur ses terres des aubergines, des concombres et des piments – avec un rendement croissant.

« Je récoltais déjà beaucoup plus de concombres qu'avant, et j'en tirais un meilleur prix. »

San Da

collaboration avec Caritas Suisse, sur mandat de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Il souhaite développer ses compétences en maraîchage durable, afin d'améliorer ses rendements, de réduire ses coûts de production et d'augmenter les revenus de sa famille. San Da est conseillé et accompagné par East-West Seed Knowledge Transfer (EWS-KT). Cette fondation d'entreprise transmet ses connaissances en culture durable de légumes à des familles paysannes de dix pays d'Asie et d'Afrique, ce qui leur permet d'améliorer leur production.

EWS-KT enseigne des méthodes de culture concrètes à San Da. Grâce à la fondation, il a également accès à des semences, de l'engrais et des produits phytosanitaires de qualité élevée, et apprend à s'en servir efficacement. Ces mesures sont bénéfiques pour l'environnement, mais aussi pour sa santé et celle de sa famille. L'agriculteur-maraîcher profite également de conseils en matière d'accès à la chaîne de valeur et de négociation des prix.

Selon San Da, sa participation au projet et le soutien d'EWS-KT se sont vite avérés payants. « Avant, j'étais souvent



Programme régional Mékong 2023–2027 : renforcement de la résilience

Le Cambodge est fortement menacé par les changements climatiques. Au Myanmar, les conditions de vie évoluent rapidement et sont marquées par les conflits internes. Dans les deux pays, la population a de plus en plus de mal à exercer librement ses droits fondamentaux comme la liberté d'expression, d'association et de réunion. Quant aux droits humains, ils sont rarement respectés. Le Cambodge comme le Myanmar disposent d'un énorme potentiel de développement agricole et d'un secteur privé dynamique et innovant.

Le programme régional offre aux deux pays une possibilité d'apprentissage mutuel, notamment sur des thèmes communs comme le développement de la résilience face aux changements climatiques.

Objectifs et thèmes principaux

Les objectifs principaux sont d'aider les personnes menacées et touchées par la crise à renforcer leurs revenus et leur sécurité alimentaire, de renforcer leur résilience face aux répercussions des changements climatiques et d'améliorer l'égalité d'accès aux ressources naturelles. Pour ce faire, des coopérations avec des instances gouvernementales et d'autres organisations de la société civile sont instaurées et développées.

Le programme repose sur une approche fondée sur les droits humains. Le renforcement de la société civile est une préoccupation importante tant au Cambodge qu'au Myanmar.

Texte Sebastian Bockrath/Britta Gfeller

Plus d'informations :

➤ www.eper.ch/project-explorer/programme-regional-mekong



Grâce à des méthodes de culture durables et à une irrigation ciblée, les agricultrices et les agriculteurs défient les changements climatiques.

obligé de vendre mes légumes pour trois fois rien. Je préférerais les garder pour moi, car le prix que l'on me proposait était trop bas », raconte-t-il. « Dès le deuxième cycle de récoltes, je récoltais déjà beaucoup plus de concombres qu'avant, et j'en tirais un meilleur prix. »

L'eau, un facteur indispensable

La coopération avec le secteur privé est un levier important pour renforcer la résilience des familles paysannes dans les quatre provinces de Battambang, de Banteay Meanchey, d'Oddar Meanchey et de Preah Vihear, dans lesquelles le projet Nurture est mené. Mais promouvoir des méthodes de culture durables ne suffit pas. Face aux changements climatiques actuels, l'accès à l'eau et la gestion de cette ressource sont indispensables à la survie de l'agriculture au Cambodge.

Pendant la saison des pluies, les précipitations de plus en plus violentes entraînent régulièrement des inondations qui menacent les cultures. À l'inverse, durant la saison sèche (comme maintenant), l'eau se fait rare. « Le district de Rukh Kiri présenterait un potentiel de taille pour l'agriculture s'il disposait de meilleurs systèmes d'irrigation », selon le gouverneur adjoint Pheng Phal.

Pour gérer la distribution de l'eau de manière juste, des comités de gestion de l'eau constitués d'agricultrices et

d'agriculteurs s'assoient avec les autorités locales. L'objectif est de trouver ensemble des solutions contraignantes pour l'entretien et la planification de l'utilisation des terres et de l'eau. Le projet vise également à instaurer des partenariats entre les pouvoirs publics et les entreprises privées, afin d'obtenir et d'améliorer l'infrastructure nécessaire à l'irrigation des surfaces agricoles. D'ici 2030, les canaux d'irrigation et les écluses disponibles devront par exemple être rénovés et de nouveaux bassins de rétention construits. Enfin, l'extension des systèmes d'alerte précoce existants

doit permettre de protéger la population et les récoltes des événements climatiques extrêmes. Ces mesures d'adaptation aident les familles paysannes au Cambodge à être mieux armées, aujourd'hui comme demain, face aux conséquences des changements climatiques.

Texte Sebastian Bockrath
Photos Miguel Jeronimo

Plus d'informations :

↳ www.eper.ch/project-explorer/cambodge/projet-652347

La réhabilitation des canaux et des écluses est d'une importance capitale pour l'irrigation des terres agricoles.



UKRAINE

Deux collaborateurs de l'EPER tués dans une attaque

Le 1^{er} février 2024, deux collaborateurs français de l'EPER, Guennadi Guermanovitch, âgé de 52 ans, et Adrien Baudon de Mony-Pajol, âgé de 42 ans, ont perdu la vie dans une attaque de drones dans le sud de l'Ukraine. Quatre autres collaboratrices et collaborateurs de l'EPER ont été blessés. Au moment de l'attaque, les six membres de l'équipe circulaient dans deux véhicules de l'EPER portant le symbole « No Weapons » (pas d'armes), dans le cadre d'une mission de reconnaissance autorisée par les autorités ukrainiennes, dans les environs de Beryslav, une ville située sur la rive nord du fleuve Dniepr. L'objectif était d'identifier les régions dans lesquelles une aide humanitaire pouvait être fournie. L'EPER avait déjà été active dans la région, comme d'autres organisations non gouvernementales et organisations de l'ONU.

Le 8 février 2024, le Conseil de fondation, le Groupe de direction et les collaboratrices et les collaborateurs de l'EPER ont rendu hommage à leurs deux collègues décédés dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre d'une cérémonie de commémoration. La cérémonie a été retransmise en ligne afin que les collègues du monde entier puissent observer une minute de silence en hommage à Guennadi Guermanovitch et Adrien Baudon de Mony-Pajol.

Le programme de l'EPER en Ukraine est actuellement l'un des plus importants de l'organisation, qui dispose de bureaux à Odessa, Mykolaïv, Kharkiv, Sloviansk, Dnipro et Kiev, comptant une centaine de collaboratrices et de collaborateurs au total. Après l'attaque, l'EPER a interrompu son travail dans les zones difficiles d'accès et proches du front. Entre-temps, elle y a relancé ses projets, en veillant à maintenir une plus grande distance de sécurité avec les lignes de front.



15 JUIN 2024

Journée nationale du réfugié

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés mène chaque année une campagne d'information et de sensibilisation à l'occasion de la Journée nationale du réfugié. Dans le cadre de cette campagne, des événements sont organisés dans toute la Suisse. Cette année, la campagne met en avant les enfants, avec le slogan : « Grandir en toute insouciance même après l'exil. Les enfants ont toutes et tous les mêmes droits. »

L'EPER participe aux Journées du réfugié à travers des événements dans plusieurs régions (Aarau, Baden, Zofingue, Saint-Gall et Lausanne). Vous trouverez tous les événements et leurs lieux sur la carte en ligne : <https://on.heks.ch/lieux>

Supports pour le Dimanche des réfugiés :

www.eper.ch/dimanche-des-refugiees-2024

SONDAGE AUPRÈS DES LECTRICES ET DES LECTEURS

Votre avis compte !

Chères lectrices, chers lecteurs, l'objectif de notre magazine est de vous informer, quatre fois par an, de la manière la plus détaillée et transparente possible, sur notre travail et nos projets de coopération au développement, d'aide humanitaire et de collaboration avec les Églises ainsi que sur nos programmes en Suisse et notre engagement en matière de politique de développement.

Atteignons-nous vraiment cet objectif ? Nous aimerions nous en assurer. Aussi, nous vous invitons à répondre à un sondage en scannant le code QR suivant. Nous nous réjouissons de découvrir vos réponses sur ce qui vous plaît (ou déplaît) dans notre magazine, mais aussi de connaître vos souhaits et vos suggestions d'amélioration. Vous pouvez participer au sondage jusqu'au 30 juin 2024.

www.eper.ch/agir-sondage



PENSER À DEMAIN

Bon pour le moral

Il est des questions qui nous tarabustent et nous empêchent de dormir : qu'advient-il de mes biens après mon départ ? Y aura-t-il des disputes au sein de ma famille ? La répartition de mon patrimoine relève-t-elle de ma responsabilité ? Est-ce que je souhaite laisser quelque chose à une organisation dont les projets me tiennent à cœur ?

Un testament ou un pacte successoral règle beaucoup de questions. À vous de choisir ce qui vous convient le mieux : rédiger un simple document manuscrit à déposer auprès d'une instance de confiance ou faire appel à un-e notaire. Quel que soit votre choix, vous vous sentirez soulagé-e, content-e et dormirez plus sereinement. Le plus difficile est parfois le premier pas. Peut-être est-il temps de commander notre guide testamentaire ?

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à faire appel à nous au 021 623 40 23 ou :

[Anne-Marie Fuchsluger](mailto:anne-marie.fuchsluger@eper.ch)
anne-marie.fuchsluger@eper.ch
www.eper.ch/testament



« Je ne juge aucune personne qui s'en va »

INCLUSION Emese Buksa travaille pour la fondation Diakonia de l'Église réformée en Roumanie. En janvier, cette femme âgée de 27 ans était invitée à la Journée de collaboration avec les Églises de l'EPER, en Suisse. À cette occasion, elle nous a parlé des raisons qui poussent nombre de jeunes à quitter la Roumanie, leur pays d'origine, et de ce qu'on pourrait faire contre ce phénomène. Rencontre avec le magazine Agir

Emese Buksa, vous faites des présentations en Suisse sur le thème « Rester ou partir ? ». Avez-vous déjà pensé à quitter la Roumanie, votre pays d'origine ?

Non, je ne l'ai jamais sérieusement envisagé. Bien sûr, je me demande parfois comment ce serait de vivre dans un autre pays. Mais chaque fois, je décide de rester ici. Oui, nous avons des problèmes... Mais quel pays n'en a pas ? Et il y a tant de choses qui me retiennent ici.

Quoi, par exemple ?

Je me suis engagée très tôt dans le mouvement chrétien de jeunes YMCA. J'y ai trouvé une communauté géniale qui m'apporte un certain soutien. Mon cercle social est l'une des principales raisons pour lesquelles je reste en Roumanie. Il y a aussi mon travail à Diakonia, qui m'offre de nombreuses possibilités et donne du sens à ma vie. Et puis, je me sens responsable de mon pays, de la préservation des traditions, de ma langue maternelle et de mes racines. La Roumanie est vraiment un beau pays.

Mais vous connaissez des personnes qui ont émigré. Pour quelles raisons l'ont-elles fait ?

Oui, certain·e·s de mes proches et amis ont quitté la Roumanie. Souvent, c'est parce qu'ils pouvaient gagner plus d'argent à l'étranger ou bénéficier de meilleures

opportunités professionnelles. Parfois, c'est le système de santé et de formation, meilleur dans d'autres pays, qui les a poussés à partir. Deux de mes proches ont par exemple quitté la Roumanie avant la naissance de leur fille. Ils voulaient lui offrir un enseignement de qualité.

Comprenez-vous pourquoi les jeunes quittent la Roumanie ?

Oui, je ne juge aucune personne qui s'en va. Même si les gens me manquent. Je sais que je suis très privilégiée, et j'en suis reconnaissante. J'ai trouvé ma place en Roumanie. Tout le monde n'a pas cette chance, loin de là.

Selon des estimations, deux à cinq millions de Roumain·e·s vivent à l'étranger. Plus de 20 % des personnes nées en Roumanie ont quitté le pays, souvent durant

« Je me sens responsable de mon pays, de la préservation des traditions. »

leur jeunesse. Quel impact cette situation a-t-elle sur celles et ceux qui sont restés en Roumanie ?

C'est très difficile pour eux. Souvent, les jeunes hommes partent à l'étranger pour gagner de l'argent pour leur famille. Ils laissent derrière eux leurs partenaires et leurs enfants. Financièrement, les familles profitent de cet arrangement, mais c'est très difficile pour elles de voir leurs proches deux à trois fois par an seulement. C'est la même chose pour les parents dont les enfants ont émigré.

Comment vont les gens qui ont quitté le pays ?

Pour eux non plus, ce n'est pas facile. Ils manquent souvent de contacts sociaux. Je connais des personnes qui envisagent de revenir car elles veulent fonder une famille et ont besoin pour ce faire du soutien de leurs proches.

Quelles sont les répercussions de l'émigration des jeunes Roumain·e·s ?

La Roumanie souffre d'une pénurie de main d'œuvre. Nous le voyons aussi dans nos projets Diakonia, qui sont soutenus en partie par l'EPER. Nous offrons un service de soins à domicile, par exemple aux personnes qui n'ont presque plus de proches en Roumanie pouvant s'occuper d'elles. Or, il est de plus en plus difficile de trouver du personnel, car les aides-soignant·e·s et les



« Avoir de l'espoir ne suffit pas toujours. Mais j'essaie de relever les défis de manière proactive », explique Emese Buksa.

médecins gagnent bien plus à l'étranger. Cela vaut aussi pour les enseignant-e-s, les travailleuses et les travailleurs sociaux.

Y a-t-il d'autres répercussions ?

Oui, dans des domaines moins visibles. Plus il y a de gens qui partent, plus il est

« Il faudrait des meilleurs salaires et un meilleur système de santé et de formation. »

difficile de maintenir une communauté et de transmettre des traditions. Il n'y a presque plus personne pour parler de notre héritage aux générations futures. Cela me rend triste.

Qu'en pensez-vous ? Qu'est-ce qui devrait changer pour que moins de personnes quittent le pays ?

Il faudrait des meilleurs salaires et un meilleur système de santé et de formation. Le gouvernement doit œuvrer en ce sens. Les personnes veulent également avoir leur mot à dire. Elles doivent sentir qu'elles sont entendues et prises au sérieux et que le pays leur donne quelque chose. À ce moment-là, elles voudront lui donner quelque chose en retour. Cela peut déjà avoir un impact. Mon engagement dans l'association de jeunes m'a par exemple

« Il n'y a presque plus personne pour parler de notre héritage aux générations futures. »

beaucoup marquée. J'ai eu un sentiment d'appartenance, j'ai réalisé que j'étais importante, que je pouvais et devais assumer des responsabilités, même si c'était juste installer des chaises pour un événement.

L'émigration entraîne de nombreux problèmes. Malgré tout, je sens que vous êtes optimiste pour l'avenir de votre pays. Pourquoi ?

Avoir de l'espoir ne suffit pas toujours, mais j'essaie de relever les défis de manière proactive. J'aimerais profiter de mes privilèges pour soutenir les personnes qui vont moins bien. Et je vois que mon travail a un impact, par exemple quand j'accompagne le service de soins à domicile. Les visages des personnes âgées s'illuminent quand leur aide-soignant-e leur rend visite et qu'elles peuvent discuter avec lui ou avec elle. Les personnes avec lesquelles je travaille font bouger les choses dans le monde, ou au moins en Roumanie. Et j'en suis très fière.

Texte Britta Gfeller

Photo Ester Unterfinger

En savoir plus sur la collaboration de l'EPER avec les Églises :

↳ www.eper.ch/projets/collaboration-avec-les-eglises

Solidarité avec les personnes défavorisées en Suisse

Devenez marraine ou parrain et faites preuve de solidarité envers les personnes marginalisées en Suisse.



L'exclusion sociale a de nombreuses causes. Les conséquences peuvent être graves : les personnes se sentent seules et finissent par souffrir de problèmes psychiques ou de troubles physiques. Avec plus de 60 projets dans 15 cantons, l'EPER aide les personnes migrantes et réfugiées et celles qui sont sans domicile, au chômage depuis un long moment ou qui souffrent d'une addiction.

Grâce à des conseils et à un accompagnement personnalisés, à des possibilités d'échange et à des formations, les personnes développent de nouvelles perspectives. Elles prennent part à la vie sociale en toute autonomie et ont le sentiment de faire partie de la société.

Accompagnement au logement – quand le quotidien devient insurmontable

Les personnes qui vivent des situations de vie difficiles ont besoin de soutien. Certaines sont dépassées par les tâches du quotidien : tenir leur logement, traiter leur courrier ou se construire une structure au quotidien. L'EPER les aide à assumer leurs responsabilités au quotidien, prévient ainsi une aggravation de leur état physique ou psychique et les empêche de se retrouver sans domicile.

Parrainage pour une bonne cause

Pour CHF 1 par jour seulement, vous offrez un soutien constant, pendant au moins un an, à une cause qui vous tient à cœur. Pour en savoir plus, visitez la page Parrainages de notre site Web.








☑ Oui, je participe avec un don








☑ Oui, je m'engage avec un parrainage








Merci pour votre précieux soutien!

Bulletin de versement avec code QR pour les dons par e-banking, Mobile Banking, TWINT ou au guichet de la poste.



Réceptionné					
Compte / Payable à					
CHF 61 0900 0000 1000 1390 5					
EPER Entraide Protestante Suisse					
Case Postale					
1001 Lausanne					
Payable par					
Section paiement			Section paiement		
					
Monnaie	Montant	Monnaie	Montant	Monnaie	Montant
CHF		CHF		CHF	
Point de dépôt		Point de dépôt		Point de dépôt	
					

Réceptionné					
Compte / Payable à					
CHF 61 0900 0000 1000 1390 5					
EPER Entraide Protestante Suisse					
Case Postale					
1001 Lausanne					
Payable par					
Section paiement			Section paiement		
					
Monnaie	Montant	Monnaie	Montant	Monnaie	Montant
CHF	90.00	CHF	90.00	CHF	90.00
Point de dépôt		Point de dépôt		Point de dépôt	
					

Réceptionné					
Compte / Payable à					
CHF 61 0900 0000 1000 1390 5					
EPER Entraide Protestante Suisse					
Case Postale					
1001 Lausanne					
Payable par					
Section paiement			Section paiement		
					
Monnaie	Montant	Monnaie	Montant	Monnaie	Montant
CHF		CHF		CHF	
Point de dépôt		Point de dépôt		Point de dépôt	
					

Informations supplémentaires
contribution trimestrielle CHF 90.- parrainage
"Solidarité avec les personnes défavorisées en Suisse"

Payable par

Informations supplémentaires
224059 - Agir 2/2024

Payable par

Avec CHF 80, vous contribuez p. ex. au maintien d'une permanence téléphonique pour conseiller les personnes dont l'existence est menacée.



Avec CHF 150, une personne en recherche d'emploi peut p. ex. participer à un cours pour apprendre à postuler.



Avec CHF 250, vous offrez p. ex. un accompagnement au logement à une personne socialement défavorisée.

Vous êtes intéressé-e ?

Je m'occupe volontiers personnellement de votre inscription au parrainage.

Contactez-moi par téléphone au 021 613 40 80 ou par e-mail à l'adresse parrainages@eper.ch

Je serai ravie de vous fournir de plus amples informations.

Un grand merci !



S. Bovio

Simone Bovio

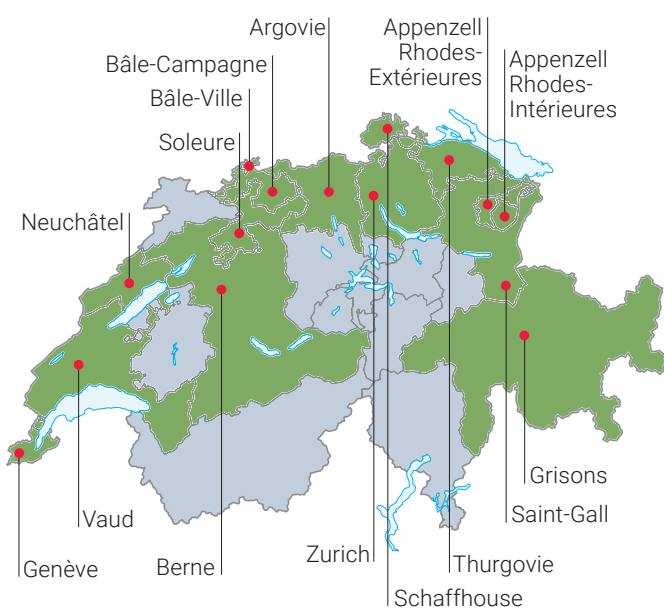
Si vous souhaitez régler votre parrainage dès maintenant à l'aide du bulletin de versement figurant en quatrième de couverture du magazine, vous recevrez les documents y afférents dès réception du paiement.

Plus d'informations sur le parrainage

« Solidarité avec les personnes défavorisées en Suisse » :



Nous menons des projets dans ces régions de Suisse :



L'EPER offre des missions bénévoles à des personnes au chômage depuis longtemps. Les personnes concernées renforcent leur confiance en elles et se sentent utiles. Souvent, la mission débouche sur un emploi fixe, qui crée de nouvelles perspectives.